

les stagiaires et personnels à temps partiel, ce qui peut faire monter le total à 22 personnes au maximum. En France, même la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, n'a pas autant de membres dans son cabinet (14), quand le président du Sénat, Gérard Larcher, s'en approche un peu plus avec 17 membres.

UN POUVOIR LÉGISLATIF DÉPENDANT DE L'EXÉCUTIF

Et il n'y a pas que sur les moyens de recrutement que l'écart se creuse. À côté de sa propre équipe, le député peut compter sur l'administration de l'Assemblée nationale. Y existe une sous-direction par commission permanente, où se trouvent des hauts fonctionnaires particulièrement compétents, le concours pour accéder à ces postes étant réputé un des plus difficiles de la République. Mais là encore, si l'Assemblée nationale compte 1,5 fonctionnaire (les administrateurs, mais aussi tous les autres agents) par député, en Allemagne, il y en a cinq. Aux États-Unis, depuis 1974, le Congrès (qui réunit Chambre des représentants et Sénat) a carrément son propre bureau du budget avec 250 employés. Cette agence a explicitement été créée dans un but « à la fois technique et politique : constituer une source d'expertise budgétaire pour faciliter l'élaboration des budgets annuels et réduire la dépendance du pouvoir législatif à l'égard du Bureau de la gestion et du budget du président », expliquait en 2017 le *Washington Post*.

C'est là tout le nœud du problème : certes, la France bénéficie de la puissante administration du ministère des Finances pour faire des prévisions, évaluer chaque mesure... mais celle-ci est aux mains du pouvoir exécutif. Parfois, le ministre peut faire un geste et transmettre des amendements d'origine parlementaire à son administration pour les faire évaluer, mais celle-ci n'est pas neutre et cela rend le pouvoir législatif très dépendant du bon vouloir de l'exécutif. Il n'est d'ailleurs pas rare de voir en séance les parlementaires polémiquer avec les ministres sur des chiffres d'amendements et l'insincérité potentielle des prévisions liées. Les députés, eux, travaillent sinon à l'aveugle, au moins dans le brouillard. « La dissymétrie de moyens entre les parlementaires et le gouvernement est abyssale », juge le constitutionnaliste Thibaud Mulier, interrogé par *L'Humanité*.

Il ne s'agit pas là de déresponsabiliser les parlementaires dans la crise politique et budgétaire : les conditions politiques de construction de ce budget restent bien entendues. Mais au moment d'accuser les parlementaires de « ne pas faire leur travail », comme le gouvernement et certains médias le font parfois, la réalité est aussi qu'ils n'en ont pas suffisamment les moyens, quand bien même ils ne manquent pas d'idées. La démocratie, ce sont des règles, mais aussi des conditions d'exercice. ■

RACHEL GARRAT-VALCARCEL

Quand le financement du RN intéressait Jeffrey Epstein

RÉVÉLATIONS Parmi les millions de nouveaux documents déclassifiés, plusieurs mails évoquent les besoins financiers du parti lepéniste. Mais aussi une rencontre entre Steve Bannon et Louis Aliot, ainsi qu'une « proposition » de prêt de 4,7 millions de dollars.

Jeffrey Epstein a-t-il aidé le Rassemblement national à se financer ? Le parti d'extrême droite est mentionné dans plusieurs mails, déclassifiés par le département états-unien de la Justice le 30 janvier, reçus par l'homme d'affaires en 2018 et 2019. Il n'y a ici aucun lien avec le large réseau de trafic sexuel et pédocriminel de Jeffrey Epstein, qui exerçait en outre une importante influence sur la politique américaine.

Le 12 juillet 2018, le journaliste états-unien Michael Wolff, en contact avec le financier, lui rapporte une rencontre entre le stratège politique Steve Bannon (qui a bâti la campagne de Donald Trump en 2016 et se rêve alors en parrain des extrêmes droites européennes) et le « mari de Le Pen ». En toute vraisemblance, il s'agirait de Louis Aliot, alors compagnon de la présidente du RN, qui a bien rencontré le trumpiste à cette période. Michael Wolff écrit : « Il avait une réunion hier avec des personnalités de la droite française, dont le mari de Le Pen, au sujet du refinancement du Front national, car apparemment une bonne partie de leur argent provient de Russie. » Il fait également part de « deux réflexions » : « Ces types avaient l'air idiots, purs et durs, et Bannon, entouré de ses gardes

du corps à l'allure de voyous et de ses conseillers blogueurs farfelus, prospère précisément parce que le monde du populisme est si peu professionnel (voire grotesque). »

À l'époque, le RN est en train de rembourser les 11 millions d'euros de prêts contractés en 2014 avec deux banques russes, proches du pouvoir poutinien. Le cordon sanitaire exercé par les banques européennes, qui refusent de prêter de l'argent au parti d'extrême droite, place celui-ci dans une instabilité financière. Via Steve Bannon, Jeffrey Epstein serait-il intervenu ?

UNE CAMPAGNE TRÈS SUIVIE

Dans la perspective des élections européennes de 2019, ce dernier reçoit d'autres messages de ses associés (dont les noms ont été masqués par l'administration américaine) qui semblent chercher des financements à la fois pour le FN et pour Matteo Salvini, alors leader de l'extrême droite italienne. « Je viens d'appeler mes gars au Front national. Je crois avoir trouvé un moyen pour leur financement », écrit l'un des associés d'Epstein. Celui-ci fait le point sur les sommes levées par la liste menée par Jordan Bardella pour sa campagne, avant de suggérer : « On devrait partir sur un prêt à taux zéro. »

Un autre mail fait état d'une « proposition » de prêt de

4,7 millions de dollars. Rien n'indique que celle-ci a bien été formulée, ni donc qu'elle a été acceptée. Mais, le 19 avril 2019, un autre message précise que « Le Pen va attendre avant de faire une annonce car les médias s'emballeraient du montant ». La fréquence des mails et leur nombre montrent au minimum que Jeffrey Epstein suivait de très près la campagne européenne et le financement du RN.

À l'époque, Steve Bannon a des échanges réguliers avec des cadres du RN – il est même invité, en mars 2018, au congrès du parti. En mai 2019, Marine Le Pen (qui aujourd'hui cherche à masquer ses liens avec la sphère trumpiste) dit de lui qu'il a eu un rôle de « conseiller politique » et de « conseiller financier » lors de la campagne des européennes. « Nous cherchions une banque européenne pour trouver un financement. Nous lui avons donc demandé s'il en connaissait une qui accepterait de nous faire un prêt. Lui non plus n'en a pas trouvé », développe-t-elle. Steve Bannon répond, lui, qu'il n'a « jamais donné de capital » au RN. Contactés au sujet du contenu des messages reçus par Jeffrey Epstein, Louis Aliot et le Rassemblement national n'ont pas répondu à nos sollicitations. ■

SIMON GUICHARD ET FLORENT LE DU

JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT €

OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !

DÉFISCALISATION

VOTRE DON DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔTS DE 66%, DANS LA LIMITE DE 20% DU REVENU IMPOSABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

☐ Je fais un don de 1 à 499 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

☐ Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en Partage.

NOM / PRÉNOM

E-MAIL

TÉL.

ADRESSE

VILLE CODE POSTAL

☐ J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, Immeuble callopie, 5 rue playel - 93528 Saint-Denis Cedex.